



Comité des projets  
9<sup>e</sup> réunion  
2 mars 2015  
Londres (Royaume-Uni)

**Résumés analytiques des rapports finaux  
sur les projets terminés**

**Contexte**

Le présent document contient les résumés analytiques des rapports finaux sur les projets terminés ci-après présentés par les agences d'exécution de projet (voir la section IV du document PJ-85/15). Les rapports complets sont disponibles sur demande auprès du Secrétariat.

**Annexe I :** Programme de compétitivité des entreprises du café au Guatemala et en Jamaïque - CFC/ICO/46 (AEP : Anacafé/CIB)

**Annexe II:** Renforcement des capacités en matière de certification et de vérification du café pour les producteurs des cafés de spécialités dans les pays AFCA - CFC/ICO/45 (AEP : AFCA [Anciennement: EAFCA])

**Mesure à prendre**

Le Comité des projets est invité à prendre note de ce rapport.

**RÉSUMÉ ANALYTIQUE DU RAPPORT FINAL****PROGRAMME DE COMPÉTITIVITÉ DES ENTREPRISES DU CAFÉ AU GUATEMALA ET EN JAMAÏQUE  
CFC/ICO/46****Résumé analytique**

L'objectif principal de ce programme était d'améliorer la compétitivité des petits producteurs de café dans deux régions sélectionnées du Guatemala (Fraijanes et Coban) et deux régions sélectionnées de la Jamaïque (régions centrale et du Nord, où est cultivé le café Non-Blue Mountain- Lowland).

Le projet, exécuté par l'Association nationale du café du Guatemala (Anacafé), a été conduit entre juillet 2010 et juin 2013 et comportait trois volets : la production, le traitement post-récolte et la promotion de la consommation locale.

**Volet I : Production de café***Semis*

Le Guatemala compte 344 830 caféiers, dont 50% sont en cours de production. En Jamaïque, l'une des trois organisations bénéficiaires du projet a mis en place une production fixe de plants de café pour ses partenaires et le public, en tant que source alternative de revenu. Au total, il existe 84 500 plants de café, dont 30% sont actuellement en production.

### *Assistance technique*

Le but de cette activité était de fournir une assistance technique aux petits producteurs de café du projet afin d'améliorer la productivité de leurs plantations de café.

Au Guatemala, des démonstrations d'élagage et des visites d'observation ont été organisées à l'appui du projet, avec un total de 1 780 bénéficiaires. La formation a mis l'accent sur la prévention et la lutte contre la rouille du café (*Hemileia vastatrix*).

Dans le cas de la Jamaïque, les producteurs de café n'avaient jamais reçu de formation sur la production de café jusqu'à ce que le projet soit mis en œuvre. Les bénéficiaires de la Jamaïque ont également reçu une formation en gestion et renforcement organisationnel.



### *Gestion de la plantation*

Le but de cette activité était de fournir aux petits producteurs de café les outils leur permettant de renouveler le tissu et d'appliquer une lutte phytosanitaire dans leurs plantations de café. De même, les niveaux de production ont été augmentés, en rectifiant le pH du sol et en apportant les engrais nécessaires.

Dans le cas de la Jamaïque, le projet a travaillé en étroite collaboration avec 400 producteurs de café. L'un des principaux sujets de la formation concernait la lutte contre les escargots et les limaces dans les plantations de café. Les activités ont été suivies par 135 petits producteurs pendant trois jours. Les résultats ont été couronnés de succès, un contrôle effectif ayant été réalisé jusqu'à présent, et les producteurs de café ont réussi à sauver leurs plantations.

**Volet II :                    Traitement post-récolte***Formation*

Le but de cette activité était de faire connaître aux techniciens en traitement post-récolte du projet les nouvelles régulations sur le traitement du café par voie humide, les techniques permettant d'améliorer la qualité des grains en appliquant des bonnes pratiques dans le traitement par voie humide. Au total, 1 500 producteurs de café ont reçu un soutien de formation et des changements ont été apportés aux unités de traitement par voie humide, afin d'assurer la gestion des ressources en eau.

*Restructuration des modules des installations de traitement par voie humide*

Au Guatemala, différents groupes de producteurs de café ont bénéficié de 11 modules complets d'installations de traitement par voie humide, 4 installations de traitement des eaux usées, 4 réservoirs de captage d'eau de pluie et 6 batteries de production d'engrais organiques, entre autres.

En Jamaïque, un module complet d'installation de traitement par voie humide a été établi dans l'une des trois coopératives bénéficiaires.

*Gestion des sous-produits*

Le but de cette activité était de former les petits producteurs de café à la réutilisation des sous-produits afin de réduire la contamination des sources d'eau et des zones environnantes, et d'en tirer parti pour différentes applications.

**Volet III :                    Promotion de la consommation locale***Ateliers et formation*

L'un des objectifs de ce volet était de promouvoir et d'encourager l'utilisation d'un café de meilleure qualité dans les régions sélectionnées du projet.

Au Guatemala, une visite a été organisée au bénéfice de 125 producteurs de café pendant trois jours, pour qu'ils voient des nouvelles options de diversification, par exemple l'utilisation du sol pour des cultures à cycle court, comme les légumes.

En Jamaïque, la visite d'une installation de traitement par voie humide a été organisée au bénéfice de 147 petits producteurs de café. Pour 85% des participants, c'était la première fois qu'ils assistaient à l'ensemble du processus de traitement. Une "fête du café " a été organisée dans l'objectif de promouvoir la consommation locale de café, à laquelle plus de 300 producteurs de café ont participé.

Le projet a également mis en place un "café internet" dans l'une des coopératives, et l'équipement nécessaire à son fonctionnement a été acheté. En outre, six personnes se sont rendues au Guatemala pour suivre des cours sur la préparation du café à l'École du café d'Anacafé (*Escuela de Café de Anacafé*).



## RÉSUMÉ ANALYTIQUE DU RAPPORT FINAL

### RENFORCEMENT DES CAPACITÉS EN MATIÈRE DE CERTIFICATION ET DE VÉRIFICATION DU CAFÉ POUR LES PRODUCTEURS DES CAFÉS DE SPÉCIALITÉS DANS LES PAYS AFCA CFC/ICO/45

#### Résumé analytique

L'objectif global du projet était d'améliorer les compétences des exploitants pour qu'ils respectent les normes de certification et de vérification. Ce projet s'appuyait sur l'idée que les exploitants qui reçoivent une formation et acquièrent des compétences en matière de pratiques agricoles durables sont bien équipés pour produire du café conforme aux piliers fondamentaux de la durabilité, à savoir la durabilité sociale, environnementale et économique. L'un des moteurs de ces principes de la durabilité est la certification et/ou la vérification. D'autre part, le projet a entrepris de former des professionnels<sup>1</sup> des institutions nationales du café afin qu'ils puissent dispenser des cours de formation aux exploitants pour pérenniser les effets du projet. En outre, le renforcement des capacités au niveau institutionnel signifie que les exploitants auront accès durablement à un ensemble de professionnels de la certification et de la vérification dans la région.

À cet égard, l'objectif du projet a été divisé en trois grands volets pour faciliter le processus de mise en œuvre. Le premier volet portait sur le renforcement des capacités de certification/vérification au sein des institutions nationales du café dans les neuf pays participants. Le deuxième volet sur la formation des exploitants afin de répondre aux exigences de conformité de la certification/vérification. Le dernier volet concernait le renforcement des capacités des certificateurs et vérificateurs professionnels dans la région. Tous ces éléments ont été intégrés dans le plan de travail du projet pour mise en œuvre sur un cycle de vie du projet de cinq ans.

Dans ce contexte, le projet a ciblé 6 030 exploitants de l'Afrique de l'Est aux fins de renforcement des capacités et de formation. Les bénéficiaires provenaient des neuf pays participants : Burundi, Éthiopie, Kenya, Malawi, Rwanda, Ouganda, Tanzanie, Zambie et Zimbabwe. Des protocoles d'accord ont été signés avec les pays afin d'accélérer la mise en œuvre des activités du projet. Les activités fondamentales du projet étaient la formation des maîtres-formateurs, la formation des formateurs, certificateurs/vérificateurs et la formation des exploitants. La création d'un portail informatique était également une activité du projet.

#### Les résultats du projet

---

<sup>1</sup> A savoir les maîtres formateurs, les formateurs de formateurs et de certificateurs/vérificateurs.

Le plan général du projet était de former 6 030 exploitants et une équipe de professionnels sur une période de cinq ans. À cet égard, quatre grands volets ont été définis de manière à atteindre les objectifs fixés. Les résultats montrent que les objectifs fixés de tous les volets du projet ont été dépassés.

**Volet 1 : Renforcer les capacités de formation à la certification/vérification des institutions nationales du café**

Le premier volet était de renforcer les capacités de formation à la certification/vérification au sein des institutions nationales du café dans les neuf pays participants. À cet égard, 36 maîtres formateurs et 90 formateurs de formateurs ont été ciblés pour recevoir une formation, dans l'ensemble des sites du projet. La formation de cet ensemble de professionnels a dépassé les objectifs fixés plus tôt dans le projet. À cette fin, 45 maîtres formateurs<sup>2</sup> et 106 formateurs de formateurs<sup>3</sup> ont été formés.

La formation a commencé par l'élaboration du manuel de formation et la formation au centre des maîtres formateurs des neuf pays participants du projet, sur les principes des normes de certification. Les maîtres formateurs ont ensuite procédé à la formation d'un échelon inférieur de professionnels connus, les formateurs de formateurs, dans leurs pays respectifs. Les formateurs de formateurs ont terminé cette séquence en formant les exploitants sur le terrain. A partir de ce moment, il convient de noter que le précurseur de la formation des exploitants réside dans la formation de l'équipe de professionnels, par rapport aux maîtres formateurs et aux formateurs de formateurs.

Le plan général du projet était de former 6 030 exploitants et une équipe de professionnels sur une période de cinq ans. À cet égard, quatre grands volets ont été définis de manière à atteindre les objectifs fixés. Les résultats montrent que les objectifs fixés de tous les volets du projet ont été dépassés. La mise en œuvre du projet est étudiée dans le détail.

**Volet 2 : Former les exploitants aux bonnes pratiques agricoles et à la gestion pour satisfaire aux normes de certification et de vérification**

Ce volet concerne la formation des exploitants pour répondre aux normes de certification et de vérification. Les normes de certification auxquelles les exploitants ont été formés, y compris la certification biologique, sont Association 4C, Fairtrade, Rainforest Alliance et Utz Certified. L'approche du projet était de cibler la formation d'exploitants leaders afin d'en maximiser l'impact, chaque exploitant leader assurant en moyenne la formation de sept autres exploitants. Cette approche a été adaptée pour mobiliser des ressources permettant

---

<sup>2</sup> Neuf (9) autres maîtres formateurs ont été formés en Éthiopie afin de répondre à la demande due au développement du pays, portant le nombre total à 45 maîtres formateurs contre 36 précédemment fixés.

<sup>3</sup> Formateurs de formateurs : Tanzanie - 19, Ouganda - 10, Rwanda - 10, Malawi - 12, Zambie - 10, Zimbabwe - 12, Éthiopie - 11, Burundi - 10 et Kenya 12.

d'atteindre un maximum de résultats. La formation de 6 999 exploitants leaders a permis de former 48 993 exploitants. En mobilisant des ressources, l'impact du projet a largement dépassé la cible antérieure du projet de 6 030 bénéficiaires.

La formation des exploitants et des professionnels du projet s'appuyait sur les manuels de formation qui ont été élaborés dans le cadre du projet.

Il a été noté au cours du processus de mise en œuvre qu'un impact maximum serait atteint si les exploitants formés dans le projet étaient aidés à obtenir leur certification/vérification. Par conséquent, des recommandations ont été faites au Fonds commun pour les produits de base (FCPB) d'aider certains groupes d'exploitants qui avaient été formés à obtenir leur certification, dans les limites du budget du projet. À cet égard, 1 500 exploitants formés dans le cadre du projet ont reçu l'agrément 4C et 1000 exploitants ont été certifiés Fairtrade. En outre, 4 600 exploitants sont en cours de certification Fairtrade, Rainforest Alliance, Organic et Association 4C.

### **Volet 3 :                   Renforcement des capacités des certificateurs/vérificateurs professionnels**

Le projet s'était fixé pour but de former 36 certificateurs et/ou vérificateurs dans les neuf pays du projet, aux nombreuses normes de certification/vérification répandues dans la région. Ces normes sont Utz Certified, Rainforest Alliance, Association 4C, la certification biologique et Fairtrade. Un prestataire spécialisé<sup>4</sup> dans les normes de certification a été engagé pour entreprendre la formation des certificateurs et vérificateurs aux normes de certification Utz Certified, de la certification biologique, Rainforest Alliance, Association 4C et Fairtrade. La formation a été réalisée en deux volets comprenant les normes de certification du café et un cours sur les systèmes de gestion de la qualité à l'intention des vérificateurs principaux.

À la fin du projet, 39 certificateurs/vérificateurs<sup>5</sup> avaient été formés par le projet dans les neuf pays participants. Certains de ces vérificateurs pratiquent déjà la certification et/ou la vérification dans la région.

### **Durabilité du projet et stratégie de sortie**

---

<sup>4</sup> *Africert Ltd, Nairobi (Kenya) a été engagé pour entreprendre la formation des certificateurs et vérificateurs des neuf pays. En outre, QualityPlus, Nairobi, a été engagé pour former les vérificateurs aux systèmes de gestion de la qualité.*

<sup>5</sup> *Total des vérificateurs formés 37 : Ouganda – 6, Éthiopie – 4, Burundi – 5, Kenya – 4, Malawi – 4, Tanzanie – 4, Zambie - 3, Zimbabwe – 3 et Rwanda – 4.*

La durabilité du projet est intégrée dans les structures fonctionnelles des institutions nationales du café des neuf pays participants. Le modèle est durable au-delà du cycle de vie du projet car les professionnels formés par le projet demeurent au sein des institutions identifiées. La stratégie de l'Agence d'exécution du projet (AEP) est de construire davantage de synergies avec les partenaires de développement pour élargir les résultats du projet. Des propositions sont actuellement à l'étude pour élargir la formation des certificateurs/vérificateurs et des exploitants au moyen du programme TIMEA pour les exportations d'Afrique (*Programme TIMEA - SO3 Improved Export Cap*). À cet égard, ces collaborations devraient appuyer et améliorer les impacts du projet dans la région. Les autres initiatives de l'AEP comprennent la création virtuelle de l'Institut du café AFCA sous l'égide duquel toutes les activités de formation et d'élargissement seront menées dans le cadre du Département des programmes de l'Association africaine des cafés fins en vue d'intégrer les résultats obtenus par le programme. Un financement supplémentaire sera recherché, tant en interne, auprès des fonds de contrepartie de l'AFCA, qu'à l'extérieur, auprès des partenaires de développement, afin d'engager les multiples activités désormais prévues. Cela fait partie de la stratégie de sortie du projet.

### **Performance financière du projet**

Le budget total du projet était de 4 495 725 dollars avec des contributions de l'Union européenne (1,5 million de dollars), du FCPB (2 millions de dollars, y compris 1 million de dollars du Fonds de l'OPEP pour le développement international) et des contributions de contrepartie des institutions nationales du café (995 725 dollars). Pendant la mise en œuvre du projet, le budget engagé par les partenaires au développement (Union européenne) a été réduit de 252 000 dollars. Le budget de mise en œuvre et le plan de travail ont été réévalués afin de prendre en compte ce développement et d'atténuer les impacts négatifs sur les résultats du projet.